

PARADIS PERDU ?

Le prix Nobel de la paix salue la lutte politique de Aung San Suu Kui et attire l'attention du monde sur la dictature brutale au pouvoir au Myanmar.

PAR JOHN BADGLEY

EN DÉCERNANT LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 1991 à M^{me} Aung San Suu Kui, le comité de Stockholm a attiré l'attention mondiale sur elle et aussi sur le Conseil d'État pour la restauration de l'ordre et de la loi (CEROL), la redoutable junte qui gouverne le Myanmar. Les militaires avaient placé M^{me} Aung San Suu Kui en résidence surveillée en juillet 1989, dans l'espoir de la faire plier et d'écraser le mouvement d'opposition qu'elle dirigeait. Au lieu de cela, la mesure se retourna contre eux, puisque la Ligue nationale pour la démocratie (LND) emporta 80 p. 100 des sièges lors des élections de mai 1990. En préférant un compromis pacifique à la résistance armée, Aung San Suu Kui réussit, par sa victoire électorale, à retirer au Conseil d'État tout vernis de légitimité et à prouver qu'il ne s'appuyait que sur une clique armée prête à faire usage des armes.

Fidèle à la tradition des tyrans, le CEROL a chargé une Commission historique de réécrire son histoire. Il a cependant innové en prétendant respecter le droit – n'a-t-il pas organisé des élections libres ? –, mais s'est ensuite empressé de violer les mêmes codes civil et pénal qu'il jurait protéger pour permettre à ses acolytes d'amasser des sommes d'argent colossales. Depuis le coup d'État qui l'a porté au pouvoir le 18 septembre 1988, le CEROL justifie une oppression brutale par des décrets qui remettent en vigueur des règlements jadis édictés par les Britanniques et par des édits du premier ministre birman, M. U Nu, qui a recouru à la loi martiale brièvement pendant son mandat.

Depuis septembre 1988, une série de traités publiés par le général Saw Maung, président du CEROL, et par le major-général Khin Nyunt, son chef des services secrets, révèlent une extraordinaire xénophobie et d'incroyables déformations des faits. Témoin de leur état d'esprit, la décision de rebaptiser la Birmanie «Myanmar», nom birman de l'ancien empire. Décision qui n'est pas sans rappeler celle des Khmers rouges d'appeler le Cambodge «Kampuchéa», ou celle des nazis de ne plus parler d'Allemagne mais de «Troisième Reich».

Les troubles civils qui secouent le pays depuis son indépendance, en 1948, sont qualifiés d'«insurrectionnels». Des guérillas ethniques et idéologiques combattent l'armée de Rangoon, chacune de son côté en général, et ce, au prix de lourds sacrifices pour l'économie et pour la population birmanes. Le général Saw Maung estime qu'il y a eu un million de victimes dans la population, chiffre probablement gonflé mais plus

proche de la réalité que ceux jamais admis par le général Ne Win, l'éminence grise qui gouverna de fait de 1958 à 1960, puis de 1962 à 1988. Ce dernier reste influent dans l'ombre du Conseil d'État, tel un magicien démoniaque dans un pays qui n'est pas sans rappeler celui d'Oz et où les reines de la Lumière et des Ténèbres se disputent le pouvoir.

GRÂCE AU PRIX NOBEL DE LA PAIX, LE MONDE connaît maintenant la bonne reine, Aung San Suu Kui, fille d'Aung San. Ce dernier fonda l'armée d'Indépendance birmane pendant l'occupation nipponne, puis dirigea la Ligue anti-fasciste populaire pour la liberté (LAFPL) dans sa lutte pour l'indépendance. Ne Win, l'un de ses fidèles lieutenants, prit ses fonctions militaires lorsque Aung San devint président de la LAFPL. La tâche de celui-ci était double : négocier l'indépendance de la Birmanie, alors colonie britannique, et trouver un terrain d'entente entre groupes nationaux indociles, nommément, les deux partis communistes et les plus grandes minorités ethniques du pays. Il réussit fort bien sur les deux fronts, mais périt assassiné six mois avant l'indépendance.

Ne Win se battit pendant des années pour faire de l'armée une force capable de mater les divers groupes rebelles afin que le gouvernement démocratiquement élu d'U Nu puisse créer un processus économique rationnel qui permettrait de moderniser tout le pays. Toutefois, le socialisme fervent du gouvernement effraya les investisseurs étrangers, déjà peu sûrs de réaliser des bénéfices dans un pays ravagé par des conflits idéologiques et ethniques. La Birmanie se retrouva peu à peu à la traîne derrière la plupart de ses voisins du Sud-Est asiatique.

En 1962, invoquant pour justifier son coup d'État la gabegie économique et les menaces que les minorités faisaient peser contre la structure constitutionnelle, Ne Win fit passer l'armée de la guerre à la politique. Il lança un plan de développement dynamique, «la voie birmane vers le socialisme», en fait motivé par des craintes xénophobes à l'égard des commerçants chinois et indiens de Birmanie. Cependant, les objectifs de Ne Win étaient compromis par sa propre sottise politique et administrative. La corruption grandissait et les insurrections continuaient de couvrir. En 1988, tout était en place pour une grande explosion qui conduisit à sa démission de la présidence du parti unique, le Parti du programme socialiste birman.

Deux gouvernements se succédèrent en un court laps de temps. Le premier, dirigé par le secrétaire et ancien garde du corps de Ne Win, le général Sein Lwin, réprima par la force et dans le sang des manifestations populaires croissantes. Il ne tint que dix-huit jours. Le second, dirigé par Maung Maung (éminent écrivain et juriste birman), resta en place dix jours de plus, mais il fut marqué par de réelles ouvertures de paix en direction de la Ligue nationale pour la démocratie et il promit une économie de marché, la liberté de la presse et la libéralisation des déplacements. Pourtant, les manifestations s'amplifièrent.

Le 26 août 1988, 500 000 personnes se rassemblèrent autour du temple le plus célèbre de Rangoon, la pagode de Shwe Dagon, pour écouter Aung San Suu Kui s'exprimer au nom de la liberté. Elle n'était rentrée en Birmanie que depuis quelques mois après vingt années passées à l'étranger.* L'écoutait, entre autres, le D^r Sanda Win, médecin formé en Grande-Bretagne et fille préférée de Ne Win, pas moins ambitieuse que l'oratrice du jour. De voir son père défié par Aung San Suu Kui, elle sentit en cette dernière une autre concurrente au trône.

SANDA WIN DÉCIDA DE REDONNER À SON PÈRE SA place dans l'histoire. Arguant de son obsession de la sécurité, elle quitta son poste de gynécologue dans une école de médecine pour s'engager dans l'armée où sa seule fonction, au rang de commandant, serait de veiller sur la santé du vieil homme. Elle devint non seulement son médecin chef, mais aussi le passage obligé pour l'approcher. Avec l'aide du général Khin Nyunt, chef du renseignement militaire, elle le tint informé au sujet de ses ennemis.

On eut la preuve de toute la malveillance de Sanda Win pendant les soulèvements de 1988, lorsque des médecins rapportèrent qu'elle avait fourni des drogues analgésiantes et supprimant la peur à des agents qui furent ensuite envoyés distribuer de l'eau empoisonnée aux étudiants qui manifestaient. Ces agents furent lynchés par la foule. Des soldats birmanes capturés racontent qu'une drogue enlevant toute peur est utilisée dans des attaques suicides contre les armées rebelles retranchées.

*Aung San Suu Kui a quitté la Birmanie à l'âge de quinze ans, a poursuivi sa scolarité en Inde, puis a suivi des études d'histoire à l'Université d'Oxford, dont elle est diplômée. Après quoi, elle est entrée aux Nations Unies, à New York. Ses principaux écrits sont réunis dans *Freedom From Fear*, publié chez Viking Press, en 1991.